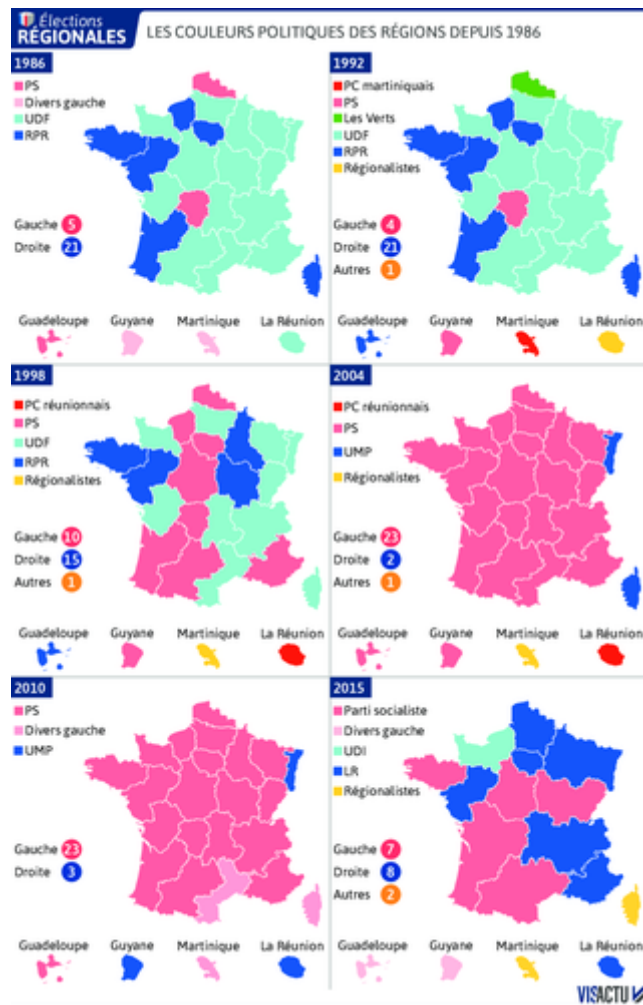


France-Monde

ÉLECTIONS

Régions : si proches, si lointaines

N.M.



Les compétences des régions sont moins identifiées que celle des départements ou des communes. La campagne électorale pour le scrutin des 20 et 27 juin ne devrait pas changer : les ambitions et la situation nationale dominent les débats.

Pendant la crise de la Covid, les élus régionaux ont été très présents. Une vraie aubaine pour leur donner de la visibilité avant le scrutin régional. Car les présidents de région restent mal identifiés par leurs concitoyens. Même les plus connus d'entre eux sont moins repérés que les maires.

- **Du national au local... pas l'inverse**

« Le national ramène au local », décrypte benjamin Morel, maître de conférences en droit public à l'université Paris II : « Xavier Bertrand est connu pour avoir été ministre et responsable politique au niveau national, comme Laurent Wauquiez ou Valérie Pécresse. C'est un des problèmes des régions : le local ne ramène pas au national. Le maire dispose d'une visibilité plus forte qui parfois peut lui apporter une notoriété sur le plan national ».

Depuis 1986, la couleur politique des régions a toujours évolué avec l'air politique du temps : vagues bleues en 1986 et 1992, vagues roses en 2004 et 2010, situations confuses en 1998 et 2015.

Le redécoupage qui a agrandi le périmètre de certaines régions n'a pas été un facteur d'identification plus fort des présidents des exécutifs régionaux. Un sondage réalisé sur la France entière en janvier montrait que Loïg Chesnais-Girard (Bretagne) était le président de région le moins connu des habitants de sa région, moins repéré par son électorat que ses homologues qui ont eu une carrière nationale ou disposent d'une ancienneté dans leur région. Alain Rousset, président de l'Aquitaine (devenue Nouvelle Aquitaine) depuis 1998 est identifié sur ses terres mais sa notoriété reste très faible au-delà de sa zone géographique.

• Des compétences mal identifiées

Autre difficulté pour la région : les compétences de cette collectivité territoriale, en dehors des lycées et des TER pour qui les utilise, sont aussi méconnues que leurs présidents. Les études d'opinion montrent que la sécurité est au cœur des priorités des Français pour cette élection. Or, ce n'est pas une attribution déléguée, aux régions hormis dans les transports régionaux et aux abords des lycées. De nombreux candidats mettent pourtant la sécurité en avant, davantage que le développement économique, alors que les marges de manœuvres dans ce domaine sont réelles pour les exécutifs régionaux. En Auvergne-Rhône-Alpes et dans le Grand Est, les budgets dépassent les 3 milliards d'euros dont une partie importante va à la formation et au développement économique.

• Les départements plus populaires

Paradoxalement, l'échelon départemental, très menacé sous les quinquennats précédents, est plus identifié. Tout simplement parce qu'il gère dans la proximité les aides sociales pour les plus fragiles et les plus âgés. Rares sont néanmoins les

présidents de départements qui bénéficient d'une aura nationale, sauf quand ils ont vécu une carrière ministérielle avant.

Avec la fin du cumul des mandats, la position locale est devenue plus forte, notamment pour les partis dans l'opposition. Ce n'est pas un hasard si Xavier Bertrand, Valérie Pécresse ou Laurent Wauquiez ont choisi de présider une région plutôt que d'être député dans l'opposition à l'Assemblée. Les exécutifs régionaux sont des refuges où les présidents peuvent conserver une voix nationale forte